

front brésilien d'information

bulletin n° 16



novembre 1979

Le Front Brésilien d'Information commémore le premier anniversaire de la mort de Marigella, fondateur et commandant de l'Action de Libération Nationale.

Solidaire de tous ceux qui ont combattu à ses côtés et de ceux qui s'inspirent de l'audace révolutionnaire et du courage de ce Militant, le Front Brésilien d'Information rend le plus grand hommage à celui qui est tombé au combat, et continue, dans son domaine particulier, la même lutte qui fut celle de Carlos Marigella.

40 P. 8029

Monsieur,

Entre septembre et novembre, le gouvernement militaire brésilien a fêté deux dates qu'il considère importantes: le 7 septembre, Jour de l'Indépendance et le 4 novembre, mort de Carlos Marighella. Les deux dates ont été / commémorées à la mode de la dictature.

La première s'est vu consacrer un vaste programme , étalé sur 15 jours: cours obligatoires dans les établissements scolaires sur la "sécurité nationale", la religion, la famille, les forces armées, la tradition etc.; installation dans chaque ville d'un feu symbolique brûlant pendant toute la "quinzaine de la patrie", gardé jour et nuit par les écoles, la troupe et les organisations culturelles. La présence des écoles était obligatoire, obligatoire aussi la conférence que chaque professeur devait faire dans sa Classe sur un thème choisi par les secrétariats à l'éducation de chaque Etat. Les professeurs contractés devaient participer aux deux défilés prévus sous peine de voir leur contrat cassé. C'est ainsi que se passa le Jour de la Patrie, marqué par l'abondance des discours et les défilés militaires.

La seconde a été l'occasion aussi d'un vaste déploiement de forces, plus discret toutefois: 15.000 à 20.000 policiers (la distinction entre policier et militaire devient chaque jour plus purement formelle) ont ajouté 4 à 5.000 prisonniers politiques aux milliers de ceux qui croulent déjà dans les prisons, sans qu'on puisse même espérer évaluer leur nombre avec précision.

Sans vouloir faire de concessions à la rhétorique, nous mettons en garde les démocrates et les anti-fascistes sur la situation qui se crée au Brésil: avec l'appui avoué des Etats Unis et la complaisance ou le silence de beaucoup d'autres puissances mondiales, un régime fasciste s'implante solidement au Brésil, qui ne prétend rien avoir à envier aux grands classiques dont il s'inspire.

front brésilien d'information

L'ASSASSINAT DE CAMARA FERREIRA

La presse du monde entier a annoncé la mort de Joaquim Camara Ferreira, dit "Toledo", dit "le Vieux", dirigeant de l' A L N depuis la mort de Marighella. Il serait mort d'un arrêt du coeur le 23 octobre dans un guet-apens tendu par la police.

Il était considéré comme un des artisans de l'unité des groupes armés au Brésil. C'est lui qui organise et commande l'enlèvement de l'ambassadeur américain à Rio en septembre 1969 et qui établit la liste des prisonniers à être libérés en échange de cette personnalité. Cette liste comprend des militants de toutes tendances de la gauche, y compris le vieux révolutionnaire Gregorio Bezerra du Parti Communiste, qui depuis 1964 faisait preuve d'un courage exemplaire dans sa cellule de Recife.

Dans le préface au livre de Marighella, Camara Ferreira montrait avec une admirable modestie le chemin de l'unité: " Nous sommes un groupe révolutionnaire parmi d'autres. Nous ne voulons pas être les propriétaires de la révolution, mais nous voulons simplement accomplir notre devoir de révolutionnaire . Ce qui nous intéresse, parce que cela intéresse le mouvement révolutionnaire brésilien, c'est que toutes les organisations passent à l'action.

Camara Ferreira avait une expérience déjà longue de la vie clandestine et était considéré comme un des meilleurs organisateurs du Parti Communiste à l'époque où il y militait. On s'étonne donc à bon droit des circonstances où il aurait trouvé la mort. La police prétend qu'il a été attiré dans un guet-apens par "Bacuri", nom du militant Eduardo Leite. Or, Bacuri était en prison depuis plus d'un mois (Front n°15) et "Toledo" ne l'ignorait pas. De plus, des informations envoyées directement au Front Brésilien d'Information, nous apprenaient que Bacuri se trouvait hospitalisé, dans le coma à la suite des tortures sauvages qui lui avaient été infligées (ce qui confirme notre communiqué; voir Front n°15: "De nouveaux candidats au 'suicide'").

La dictature prétend de cette façon faire coup double: 1) expliquer la mort de Camara Ferreira et la disparition de Bacuri; 2) salir aux yeux du public brésilien et international l'image des combattants révolutionnaires.

A ce propos, on ne peut qu'être frappé par la similitude de la "fable" que nous sert aujourd'hui la police sur les circonstances de la mort de Marighella. A un an de distance les deux leaders de l' A L N meurent, au cours de guet-apens dirigés par le même commissaire Fleury (tortionnaire connu et un des chefs de "l'es-

cadron de la mort"), "donnés", le premier par des dominicains torturés, le second par un camarade de combat.

"Fable" parce que la ditature veut frapper l'esprit du peuple par des récits "exemplaires" pour isoler les secteurs les plus actifs de l'opposition au régime (dans un cas, l'Eglise progressiste, dans l'autre les combattants révolutionnaires).

Mais "fable" aussi, parce que nous savons aujourd'hui que ce récit est FAUX: Camara Ferreira est mort au cours d'atroces tortures...

En attendant que la lumière soit faite sur les circonstances mystérieuses de l'arrestation de Camara Ferreira, on ne peut que regretter la perte de ce militant exemplaire, mort d'avoir vu trop tôt la voie de l'unité, que tous les combattants ne sont pas encore prêts à accepter.

Il nous laisse ces paroles d'espoir: "Sans aucun doute la lutte sera longue, exigeant de grands sacrifices de la part du peuple. Il faut dire que ces sacrifices seront moins lourds à porter que endurer le pouvoir actuel. Ce sont les grandes masses qui finiront par vaincre et renverser la ditature". (Interview accordé au Front, n°11, juillet 1970).

NOUVELLES EN BREF

La VPR (Avant-Garde Populaire Révolutionnaire) fait circuler, dans le sud du Brésil principalement un communiqué affirmant sa détermination à continuer la lutte contre la ditature, malgré la violence de la répression. Ce communiqué conclut en déclarant: "nous entamons le processus d'union des organisations révolutionnaires, et l'union avec le peuple est également en marche. Avec le peuple, nous ferons la révolution qui créera un Brésil juste"

COLINA (Commandos de Liberation Nationale) a envoyé au capitaine Carlos Lamarca et à la VPR un document dans lequel il analyse la position de ses militants face à la situation au Brésil et conclut à l'identité de vues des deux organisations. Il décide en

conséquence de s'intégrer à la VPR. Le document conclut ainsi: "Parce que nous pensons que l'Avant Garde Populaire Révolutionnaire est une organisation révolutionnaire qui a démontré, dans la pratique, sa capacité de mener ces tâches à bien et dont la ligne politique est la garantie de sa continuité, nous décidons de nous soumettre à son orientation et assumons, sous sa direction, la part des tâches qui nous revient dans les combats pour la libération de notre peuple".

Le sociologue Vinitius Caldeira Brandt, l'économiste Sergio Menezes et son épouse Maria do Carmo, née Ibiapina sont aux mains de la police de S.Paulo et maintenus incommunicables. Vinitius Caldeira Brandt fut président de l'Union Nationale des Etudiants en 1962-63 et dirigeant de l'Action Catholique Universitaire de Minas Gerais; de 1964 à 1967 il a travaillé à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine à Paris. A la même époque Sergio suivait les cours de l'IEDES tandis que Maria do Carmo, ancien dirigeant nationale de la JEC, fréquentait l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Des lettres en provenance de S.Paulo font état d'une grande préoccupation pour le sort de ces personnes qui seraient en danger de mort. Le FBI demande aux nombreux amis que Vinitius, Sergio et Maria do Carmo ont laissé à l'Institut des Hautes Etudes, à l'IEDES, à la JEC internationale (Maria do Carmo a représenté le Brésil à la session internationale de la JEC en Allemagne en 1960) d'intervenir rapidement auprès de qui peut faire quelque chose pour que leur vie et leur intégrité physique soient préservées.

"L'Intégralisme, qui s'est énormément développé, est un mouvement idéologiquement triomphant, comme on peut le vérifier dans les dernières lois, toutes de caractère intégraliste".

Cette affirmation n'est pas du F.B.I. Elle est de Mr. Plinio Salgado, chef national de l'Action Intégraliste brésilienne. Ce mou-

vement fasciste des années 30, inspiré du régime hitlérien et de l'exemple de Mussolini, avait été interdit en 1937 par Getulio Vargas. Mais voici que son idéologie réapparaît dans la vie politique nationale, institutionnalisée dans les lois de la dictature militaire.

Plinio Salgado, aujourd'hui député fédéral de Sao José do Rio Preto, annonce: "Le gouvernement est disposé à réaliser des oeuvres inspirées par l'intégralisme, idéologie que je considère victorieuse dans notre pays".

LES RELATIONS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT AU BRÉSIL

Nous avons reçu la nouvelle, en provenance de sources liées à la Conférence Nationale des Evêques du Brésil, selon laquelle les évêques brésiliens auraient intimé l'ordre au président Garrastazu de mettre fin aux emprisonnements arbitraires de prêtres, religieux et militants d'organisations catholiques, et à la pratique toujours plus généralisée de tortures de prisonniers politiques. Les évêques menaçaient le gouvernement d'une dénonciation publique qui consommerait la rupture des relations entre l'Eglise et le régime actuel, accusé de "ne pas respecter les droits fondamentaux de l'Eglise et de la personne humaine."

Le Président a demandé immédiatement une réunion de la commission désignée par la Conférence épiscopale et y a envoyé un représentant chargé de convaincre les évêques de garder la plus grande patience dans une situation créée par des groupes de militaires désireux d'affronter durement l'Eglise, comme le révèle le président lui-même. Ces militaires de "ligne dure" auraient déjà préparé un nouvel "acte institutionnel". Le gouvernement désirerait les immobiliser, et dans ce but la collaboration de l'Eglise se révélerait des plus précieuses.

D'autre part, le gouvernement s'est dépêché d'ordonner qu'aucun emprisonnement d'ecclésiastique ne soit effectué sans ordre exprès de la présidence ou du ministère de la Justice. (cf Le Monde du 20.10.70). En même temps, des faveurs sont promises à l'Eglise du Brésil: la route Transamazonienne est présentée comme une voie royale d'évangélisation, de nombreux diocèses seront constitués sur ses bords, avec patrimoine offert par le gouvernement, suivant information à Rome de Mgr. Lorsheider, secrétaire de la Conférence Episcopale.

Un compromis a été adopté.

LETTRE AUX EVEQUES D'UN PRETRE EMPRISONNE

La lettre dont nous donnons le texte intégral a été envoyée aux évêques du Brésil par le père Roberto Romano O.P., alors prisonnier à S. Paulo (actuellement en liberté provisoire); dans l'espoir que "ceux qui n'ont pas de voix" dans une société de classes où une minorité écrase et réduit au silence la majorité du peuple, trouvent qui ose crier en leur nom.

"A Messieurs les Evêques du Brésil:

Le geste extrême de mon confrère Tito de Alencar Lima, fut un cri de protestation contre toutes sortes d'injustices et d'arbitraires auxquels nous sommes soumis, nous tous les prisonniers politiques du Brésil, depuis les méthodes de tortures les plus horribles et grotesques jusqu'à notre situation pénitentiaire insupportable: nous sommes parqués comme des animaux, enfermés dans des cellules surchargés, et vivons en outre dans un régime constant de terreur, menacés de mort, privés de visites, victimes de constantes provocations de la Direction du Pénitencier qui maintient les prisonniers dans un état de tension constante.

Devant ces faits le frère Giorgio Callegari O.P. a décidé d'élever un cri de protestation, sous la forme d'une grève de la faim, assumant comme chrétien la plus douloureuse dénonciation pour attirer l'attention du monde sur les injustices qui acablent les prisonniers politiques brésiliens.

J'ai décidé également, en toute conscience, d'assumer le sacrifice de ma vie, dans le même esprit d'amour rédempteur un geste extrême qui élève bien haut par le scandale de ma mort, le scandale encore plus grand de l'assassinat lent et douloureux de mes compagnons de prison.

Pour moi, c'était la seule manière de modifier la situation, d'alerter le monde et quelques voix décidées au Brésil sur les souffrances du peuple brésilien, sur les souffrances de ceux qui luttent contre la dictature militaire fasciste, qui sont torturés et assassinés, sur ceux qui sont traités comme des animaux, jettés dans des prisons immondes, blessés, sans nourriture, sans soleil, sans visites, sans jugement comme cela se passe ici à

la prison Tiradentes et dans toutes les prisons du Brésil, véritables camps de concentration nazistes. Il faut beaucoup de courage pour démasquer la farse qu'est le régime militaire et mon acte ne fut pas l'effet du désespoir, mais une alerte, une convocation de tous les hommes, de tous les hommes qui luttent pour un homme libre. Dans la situation où nous nous trouvons de calamité, d'offensive brutale des "gorilles" je n'ai vu aucun autre moyen de lutter; le sacrifice de la vie d'un religieux était nécessaire pour que des milliers soient sauvés.

Je sais que beaucoup considéreront mon geste comme "un péché mortel". Je voudrais que ceux qui le jugeront ainsi aient vu et expérimenté ce que nous voyons et expérimentons dans notre chair, nous, les prisonniers politiques brésiliens, victimes du grand péché des dictateurs qui ont profité du Congrès Eucharistique de Brasilia pour déguiser aux yeux du peuple leur rage d'assassins au christianisme.

La consommation de mon geste a été empêché par mes compagnons de cellule, je veux qu'il soit un appel dramatique fait d'abord à l'Eglise du Brésil, réduite également au silence par la dictature qui l'empêche chaque jour plus violemment de dénoncer la pratique de la terreur au Brésil qui, selon eux, viole les droits de l'homme et les enseignements de l'Eglise.

Où l'Eglise élève vigoureusement la voix contre les tyrans qui provoquent la violence, les véritables "subversifs et terroristes" installés au pouvoir depuis 1964, où elle sera en faillite pour toujours et le message de libération annoncé par Jésus Christ sera chaque fois plus honteusement trahi.

Frère Roberto Romano O.P.

LES CONTRADICTIONS DU "DEVELOPPEMENT" BRÉSILIEN

Pendant que le gouvernement brésilien parle du développement économique, du "Plan d'Intégration Nationale", du Brésil "An 2000", le Front Brésilien d'Information a réuni ces quelques données qui résultent d'une rapide analyse des nouvelles parues dans la presse brésilienne. Elles représentent la vie quotidienne du peuple du Nordeste (plus du quart de la population du Brésil):

MAI 1970-A Novas Russas (Etat du Ceara) 200 victimes de la sécheresse envahissent le marché et emportent presque tout le stock de farine et mangent une vache.

-A Bezerros (110 kms. de Recife-Pernambouc), 1000 personnes envahissent la ville. A Santa Cruz et Capibaribe des "retirentes" se réunissent devant les mairies locales en exigeant du travail

et de la nourriture.

-Le marché de Santana de Ipanema (Etat de Alagoas) est envahi.

-Dans le municiple de Piquet Carneiro (Ceara), deux trains chargés de vivres sont attaqués par des centaines d'hommes affamés. Ils posèrent des blocs de pierre sur la voie et avertirent le train qu'ils obligèrent ainsi à s'arrêter pour le mettre ensuite à sac. Des informations des Chemins de Fer signalent qu'aucun dommage ne fut causé par la masse d'affamés qui se contentèrent d'emporter la nourriture. Le chef des attaquants aurait déclaré à un responsable du convoi: "Excusez, c'est la faim".

-A Taua (Ceara) 1.500 affamés parcourent les rues exigeant aliments et travail. Quatre entrepôts et une habitation dans le centre de la ville sont mis à sac. Ensuite, ils essaient d'arracher aux mains de la police leurs compagnons pris lors de manifestations antérieures.

-A Juazeiro do Norte (Ceara): deux mille personnes ayant du quitter leurs terres occupent le centre de la ville.

-Santa Quitéria: des groupes d'affamés abattent du bétail et d'autres animaux d'élevage pour nourrir leur famille.

-Dans l'Etat de Pernambouc des agents fédéraux et des policiers de l'Etat contrôlent toutes les routes pour empêcher la sortie des victimes de la sécheresse. Les conducteurs de camions qui acceptent de les transporter sont fait prisonniers sous inculpation de trafic illégal de personnes. Malgré l'encerclement, l'exode des agriculteurs dans le "sertao" d'Araripe augmente, ils se dirigent vers Salvador et de là vers le Sud.

-A Santana de Ipanema la police capture des cultivateurs qui ont percé la conduite centrale en de nombreux points pour tirer de l'eau.

-Dans un interview avec un reporter du "Correio da Manha", Luiz Paes de Castro, 58 ans, 12 fils, 16 petits-fils, tous affamés déclare: " Mon garçon, dit aux hommes du gouvernement que nous avons faim, qu'ils nous trouvent du travail ou nous allons mourir". Luiz dirigeait le groupe d'affamés qui ont attaqué des trains dans la localité de Sao Domingos.

-A Timbauba, 200 familles se sont organisées de façon héroïque pour survivre: les adultes reçoivent une fois par jour une ration de farine diluée dans l'eau salée, les enfants reçoivent en plus deux petits poissons, de la taille d'une sardine.

-A Joao Pessoa, capitale de l'Etat de Paraiba, la garde a été renforcée devant la prison; des paysans victimes de la sécheresse réclament la libération de Mario Rodrigues, leur chef dans l'attaque à un entrepôt de l'Etat qui fut vidé par les affamés.

JUIN-Le refus d'engager de nouveaux travailleurs sur le chantier de la route Juazeiro-Caririassu-Lavras da Mangabeira provoque les protestations de centaines de sans-travail qui s'étaient

dirigés vers cette région dans l'espoir d'y trouver un emploi. Le salaire journalier dans ces "fronts de travail" organisés par le gouvernement est de 2 cruzeiros alors que le kilo de riz vaut 1,80 cruzeiros et celui de haricots secs 2,50 cruzeiros. -La ville de Crato (Ceara) est envahie par plus de 1.000 hommes fuyant la sécheresse.

JUILLET-Une épidémie de grippe s'est déclarée dans plusieurs "fronts de travail" du Ceara. Sur 15.000 travailleurs, 7.000 ont déjà été atteints. Le Secrétariat de la Santé déclare qu'il y a déjà cent morts.

-300 victimes de la sécheresse qui ont cherché en vain du travail pendant 2 mois dans les "fronts de travail" annoncés par le DNER, se dirigent en camions vers le Maranhao et l'état de Goias.

-A Pompeu, trois milles affamés occupent le centre de la ville et menacent de mettre à sac les magasins.

-A Peres Mota, deux personnes meurent intoxiquées d'avoir mangé des racines incommestibles faute d'autres aliments.

-D'après la SUDENE, les "fronts de travail" dépendant d'elle, emploient 270.000 personnes et en entretiennent ainsi 1.350.500. Ce qui fait en moyenne 2 cruzeiros par jour pour entretenir 5 personnes.

-Le ministre de l'Intérieur Costa Cavalcanti dit que les "fronts de travail" occupent 360.000 sans-travail.

AOÛT-Le maire de Campo Redondo informe qu'il y a de sérieux problèmes de santé et d'alimentation dans le front de travail de cette ville, la semaine précédente un travailleur serait mort d'inanition.

SEPTEMBRE-La presse ne donne pas d'informations sur la situation au Nordeste, car ses colonnes sont occupées par la description des fêtes et festins de la "quinzaine de la Patrie".

OCTOBRE-A Quixeramobim (Ceara) des centaines de personnes envahissent les entrepôts pour se procurer de la nourriture.

-A Canindé c'est la troisième fois qu'il y a des manifestations de victimes de la sécheresse. Au nombre d'un millier, ils réclament du travail et des aliments.

-Des centaines de travailleurs quittent la terre, attirés par les entreprises de construction et les domaines agricoles de l'Amazonie.

-Les "fronts de travail" sont au nombre de 145 occupant 500.000 travailleurs, déclare le général Tacito de Oliveira.

Voilà la vie de tous les jours du peuple du Nordeste. Il ne faudrait pas croire que cette accumulation de souffrances est uniquement due à une circonstance exceptionnelle, à une catas -

tronche naturelle, en l'occurrence la sécheresse. La misère au Nordeste est endémique, banalisée. Voici l'opinion des économistes:

"Par rapport aux exigences minimales (550.000) si l'on ne considère que les emplois directs, il y a en au Nordeste un déficit d'emplois de 476.000. En effet il n'y a eu que 73.300 emplois nouveaux créés pour tout le Nordeste.

De janvier à novembre de l'année passée, 471.131 emplois ont été créés dans l'industrie, le commerce et les services pour tout le Brésil. Toutes les données officielles reconnaissent que nos nécessités annuelles d'emplois nouveaux sont de 1 million, rien que pour compenser l'augmentation de la population". (José Carlos Braga, Correio da Manhã, 11.10.70, citant Nilson Holanda).

Qui profite donc du "développement" dont se vante le gouvernement brésilien? t

D O C U M E N T S

Le Front Brésilien d'Information aimerait ne plus avoir à parler des tortures. Mais comme le gouvernement ne peut abandonner ce moyen de s'imposer par la terreur à une nation de 90 millions d'habitants, notre devoir est de continuer à publier des témoignages "exemplaires" comme celui qui nous présentons ici à votre attention:

A SON EXCELLENCE LE MINISTRE DE LA JUSTICE
PRESIDENT DU CONSEIL DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Monsieur le Ministre,

Dans le "Jornal do Brasil" de dimanche dernier, vous avez déclaré qu'au Brésil, il n'y a pas de torture des prisonniers politiques, et qu'il n'ya ni poursuite ni répression contre ceux qui critiquent le gouvernement ou contre les mouvements d'opposition.

Je viens donc vous raconter mon histoire.

Je m'appelle Lina Penna Satamini. Je suis brésilienne, séparée de mon mari, interprète professionnelle. J'habite aux Etats Unis où je travaille depuis douze ans au Département d'Etat, dans l'Agence

pour le Développement International. De mon mariage, j'ai eu cinq fils, tous résidant au Brésil.

Vers le 12 mai dernier, j'ai reçu à New York un télégramme envoyé par ma mère pour m'avertir que mon fils aîné, Marcos Arruda, âgé de 29 ans, géologue de profession, avait été arrêté. Pendant vingt quatre jours, la famille a tout fait pour essayer de savoir s'il se trouvait au DOPS (police politique), au siège de l'OBAN ("Opération Bandeirantes") ou à la prison Tiradentes. Le 6 juillet, finalement, grâce à des personnes et à des amis influents, on l'a découvert à l'Hopital de la 2e. Région Militaire à Sao Paulo.

Ma mère s'est aussitôt rendue à l'hospital, et là, elle a appris que Marcos avait été amené sur une civière dans un état désespéré. Sa première parole a été: "Je veux voir un prêtre". On a alors appelé l'aumônier, mais quatre agents du DOPS sont venus avec celui-ci pour écouter la confession de Marcos. L'aumônier a refusé de le confesser dans ces conditions, et il lui a donné l'absolution "in extremis".

On a demandé à ma mère s'il était épiléptique et on lui a réclamé l'électro-encephalogramme de toute la famille, car, disaient-ils, "c'est une maladie héréditaire!".

Par des voies détournées, nous avons appris que Marcos avait été sauvagement torturé en compagnie d'autres prisonniers. C'est seulement à partir du moment où il n'a plus résisté et où il a été pris de convulsions qu'ils l'ont ligoté et l'ont fait assister à la torture des autres.

Il a été arrêté sous l'accusation de terrorisme. Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, aucune preuve n'a pu être avancée contre lui, sinon qu'il avait travaillé comme ouvrier dans une usine.

Ma mère lui a rendu visite tous les jours à l'hospital. On lui a permis d'apporter des fruits, des vêtements et un léger réconfort moral. Cependant, Marcos est resté au secret, bien que la loi ne permette cette mesure que pendant dix jours. Nous avons appris qu'il était sujet à de fréquents frissons, à de troubles neuro-moteurs, et qu'il était suivi par un psychiâtre, un neurologue et un traumatologue. Il gardait les paupières fermées et il marchait difficilement.

Le 8 juillet, en arrivant à l'hospital, ma mère a été avertie que Marcos était reparti pour l'OBAN en s'appuyant sur une canne pour pouvoir marcher. On lui a déclaré qu'il avait été émmené afin d'écrire un document et d'être confronté avec une jeune femme qui avait été arrêtée en même temps que lui. Quelques deux ou trois jours plus tard, il est revenu à l'hospital. On n'a rien dit à ma mère, sinon qu'il avait eu une légère rechute causée par l'effort fourni pour écrire et par l'émotion de revoir la jeune

femme (dont, prétendaient-ils, il était amoureux).

Ma mère a senti que les personnes qui s'occupaient de lui étaient très préoccupées, et, après qu'elle eût fortement insisté, on a fini par lui avouer que l'état de Marcos était très précaire.

Pendant tout ce temps là, j'ai été tenue au courant des événements par téléphone. Dès la nouvelle de la rechute, je suis venue au Brésil.

Le mardi 3 août, je me suis rendue au Quartier Général en compagnie de mon héroïque mère de 75 ans qui connaissait là plusieurs personnes. Je leur ai dit que j'étais venu spécialement des Etats Unis pour voir mon fils. Grâce à l'intervention du Général Airoso, qui est aussitôt entré en communication avec le Général Canavaro, nous avons eu l'autorisation de voir Marcos après 87 jours de mise au secret.

Monsieur le Ministre, mon fils est invalide!

Sa jambe gauche est paralysée, sans possibilité d'aucun mouvement. Sa paupière droite est fermée et la gauche entrouverte. Il a des mouvements convulsifs du thorax. Il avale avec une certaine difficulté, et il prononce tous les "r" durs, comme s'il avait un accent français (j'ai consulté un médecin de confiance. Sans voir mon fils, il m'a dit que cela peut être un symptôme d'épanchement cérébral provoqué probablement par des coups).

Pendant que j'étais à ses côtés, je lui ai dit:

-Mon enfant, il faut que tu guérisses; il faut que tu viennes avec moi aux Etats Unis pour te reposer complètement et te soigner.

Il a répondu:

-Guérir? moi? Ma santé ne m'intéresse plus. La seule chose qui m'intéresse est de savoir quand ils s'arrêteront de me battre et de me torturer. Ces gens là, pour prouver que quelq'un n'est pas terroriste, ils commencent d'abord par en finir avec lui. Pas vrai, lieutenant?

Personne n'a répondu.

Marcos a été toujours un enfant et un garçon plein de santé. Il a été scout, il a fait de l'alpinisme, de la natation. Il est très bon musicien et il peint parfaitement. Il n'a jamais eu le moindre symptôme d'épilepsie, de maladies cérébrales ou de psychoses. Il a fait ses études dans des collèges catholiques. Il a été au séminaire pendant deux ans et je puis vous affirmer, vous jurer s'il le faut, qu'il n'a jamais été terroriste et qu'il n'y a même pas pensé. Il est contre la violence et grand admirateur de Gandhi.

Aujourd'hui, le 6 août, nous avons eu l'autorisation de le voir à nouveau. Il s'est plaint de vertiges et de maux de tête. Il a

réussi à me raconter que, la première fois, il a été sauvagement frappé et qu'il a reçu des chocs électriques violents aux oreilles à la bouche, aux jambes (ce qui a provoqué la paralysie de la jambe gauche) et aux testicules. Pendant qu'il me racontait cela, son thorax et les muscles de son visage se contractaient très fortement.

A l'OBAN, la seconde fois, il a reçu des gifles, des insultes et des menaces, puis, finalement, il a entendu à nouveau les cris de la jeune femme torturée dans la pièce à côté. Il s'est beaucoup plaint des hurlements qu'il entendait la nuit car ils lui causaient une terrible tension nerveuse. A ce moment-là, les muscles de son corps se contractaient violemment.

Il ne se rappelle que peu de choses de ce qui a suivi. Il est entré dans un état de torpeur, de dépression, d'absence de réactions et d'amnésie totale. Il prétend avoir reçu beaucoup de sérum, ainsi que d'autres médicaments pour survivre. Il est resté des jours dans l'idée qu'il se trouvait sur un bateau... (illisible NDT), et ce n'est qu'après une séance de trois électrochocs qu'il est revenu à lui (A noter qu'aujourd'hui, les électrochocs ne peuvent être appliqués qu'avec le consentement de la famille, en raison de leur caractère extrêmement dangereux, reconnu comme tel par les associations de médecins, y compris aux Etats Unis où l'on a enregistré deux mille cinq cents cas de décès au cours d'une seule année, parce que la décharge ne correspondait pas à l'état de tel ou tel patient ou parce que le coeur ne résistait pas).

Je cite ici les phrases éparses que j'ai entendues durant ces trois jours-ci et qui se passent de commentaire:

- "Sans votre mère ici présent, qui a tant lutté pour Marcos, votre fils serait mort";
- "Ce serait mieux qu'il ait perdu une main ou un pied, plutôt que de rester dans cet état, car c'est très difficile de guérir quelque chose dans le cerveau";
- "Quand Marcos est arrivé ici la seconde fois, je ne lui donnais pas plus de deux heures de vie";
- "Votre fils a une véritable psychose de la police. Il suffit qu'il entende ce mot pour perdre tout contrôle";
- "Vous croyez, Madame, que la police ne cogne pas non plus dans les autres pays? Cela arrive aussi aux Etats Unis, puisque c'est eux-mêmes qui nous ont appris".

Monsieur le Ministre, au nom de la Justice dont vous êtes le représentant, et au nom des Droits qui sont ceux de mon fils en tant que personne humaine et en tant que brésilien, j'en appelle à vous pour que vous arrachiez mon fils de la main de ces sauvages.

Je sais qu'à l'hôpital il est bien soigné, et je n'aspire qu'à sa guérison, mais il vit dans la terreur de se voir emmené de nouveau à des séances de torture. Le médecin lui-même a recommandé qu'il aille dans sa famille, car l'état dépressif dans lequel il se trouve rend impossible toute amélioration.

Je vous demande donc, monsieur le Ministre, d'intervenir le plus rapidement possible afin de le faire libérer pour invalidité, de sorte qu'il puisse être soigné dans le calme et la tranquillité, entouré de l'affection et de l'amour de sa famille. Bien que je ne sois pas médecin, je suis sûre que sa convalescence durera au moins deux ans, dans le repos le plus complet et loin de l'angoisse des tortures, et que seulement après ce temps, il pourra à nouveau travailler et redevenir quelqu'un. Je suis sûr qu'il ne retrouvera la santé qu'avec l'espérance, car pour l'instant il ne vit que dans la peur et l'humiliation. La vie de mon fils est entre vos mains.

Sao Paulo, le 8 août 1970.

(signé) Lina Penna Satamini

"NOUS SOMMES TOUS CONVAINCUS QUE LE PRINCIPAL EST L'UNITE
 REVOLUTIONNAIRE" -LA DERNIERE INTERVIEW DE CAMARA FERREIRA

Le Front Brésilien d'Information publie aujourd'hui la dernière interview accordée par Camara Ferreira peu avant sa mort. Nous reproduisons in extenso le texte paru dans le journal "Granma" du 8 novembre. Ce document est d'une importance capitale : le leader disparu nous légait, à son insu, un véritable testament politique. Puisse sa voix être entendue, et transmettre aux révolutionnaires sa foi inébranlable en la victoire de l'union de tous ceux qui combattent pour la libération du peuple brésilien.

QUESTION: Il y a un an Carlos Marighella mourait assassiné .

Depuis lors le niveau de la guérilla urbaine a baissé sensiblement au Brésil et la guérilla rurale, annoncée pour l'année 1969, n'a pas encore commencé . Ceci signifie-t-il que les possibilités de la révolution au Brésil sont moindres aujourd'hui?

R-En aucune façon. Les causes qui ont déterminé l'apparition de la conscience de la nécessité de la lutte armée au Brésil se présentent aujourd'hui de manière plus évidente encore. Nous vivons sous une dictature militaire fasciste, chaque jour plus dictature, chaque jour plus fasciste. Si, depuis 1964, il n'y a plus eu aucun type de liberté, cette situation s'est maintenant institutionnalisée une fois pour toutes. Il n'y a qu'un pouvoir, celui d'un petit groupe de généraux qui se sont mandatisés eux-mêmes et qui font le jeu des grands capitalistes et des gros propriétaires, comme aussi celui des impérialistes et particulièrement de l'impérialisme nord-américain. En conséquence, le peuple souffre toujours davantage; la dictature a énormément accentué les traits négatifs traditionnels de l'Etat brésilien, parce qu'il n'existe pas de façon légale de lutter contre eux et de les neutraliser en partie. Voici, par exemple, un aspect qui intéresse les travailleurs: les salaires ont toujours été très bas dans notre pays, absolument insuffisants pour que le travailleur ait une vie digne, comme la déterminait la Constitution; malgré cela, à travers les grèves et les manifestations, les travailleurs obtenaient tous les quatre, six ou

douze mois des réajustements de salaires raisonnables qui équilibraient le salaire réel.

Depuis 1964, au contraire, avec l'interdiction vigoureuse des grèves et manifestations ouvrières, de l'intervention des syndicats etc. tous les types de résistance valable à la dite "compression des salaires" du gouvernement sont devenus impossibles. Il en est résulté que le pouvoir d'achat du salaire moyen du travailleur a diminué de près de 35 pour cent pendant ces six années; de 1969 à 1970 seulement, le salaire minimum a subi une perte de 4 pour cent; tandis que l'augmentation des prix a été de 24 pour cent, celui du salaire minimum n'a atteint que 20 pour cent.

Il est évident que ceci détermine un énorme mécontentement dans la classe ouvrière et, qu'étant donné l'impossibilité matérielle de faire des grèves qui, lorsqu'elles arrivent, sont toujours réprimées avec une terrible violence, comme c'est arrivé à Osasco, dans l'Etat de Sao Paulo, et dans les faubourgs de Belo-Horizontz-Minas Gerais-les travailleurs se convainquent facilement qu'ils ne pourront conquérir de meilleures conditions de vie qu'avec le renversement de la dictature, et un nombre toujours plus important comprend que ce ne sera possible qu'à travers la lutte armée.

La même chose se produit avec les étudiants, les intellectuels et beaucoup d'éléments des couches moyennes.

L'enseignement est toujours davantage sous le contrôle du gouvernement et des nord-américains qui l'orientent de plus en plus dans le sens de la formation d'élites intellectuels de fils de riches. L'enseignement universitaire n'est plus gratuit: les résidences d'étudiants de beaucoup d'universités ont été fermées et le gouvernement stimule la création de facultés privées qui réclament des prix exorbitants. L'infiltration policière est énorme et les critiques et protestations contre un aspect quelconque de la politique gouvernementale conduisent à la prison et à des persécutions.

Les intellectuels et les professeurs sont aussi persécutés; les savants tout comme les professeurs sont obligés de trouver asile à l'extérieur ou simplement forcés de travailler à l'étranger. Les impôts sont toujours plus élevés, les petites et moyennes entreprises affrontent des difficultés toujours plus grandes; ainsi, elles ne peuvent supporter la concurrence d'entreprises plus grandes, qui sont généralement nord-américaines et, à l'intérieur du violent processus de concentration de capital qui caractérise l'économie brésilienne en ce moment, ou elles sont brisées ou elles sont obligées de s'associer au capital étranger, les capitalistes brésiliens perdant rapidement le contrôle de leur entreprises.

D'ailleurs, un élément de la politique gouvernementale, le can-

didat-sénateur Hilario Torloni a reconnu, il y a peu de temps, que 81% des entreprises de Sao Paulo sont nord-américaines.

D'un autre côté, la situation dans les campagnes est tragique; les salariés agricoles des régions les plus développées reçoivent des salaires inférieurs au minimum légal s'ils veulent travailler; ils n'ont aucune aide, ni aucun droit, ils vivent entassés à la périphérie des villes de l'intérieur et sont engagés dans de véritables marchés de chair humaine, à l'aube, de la même façon que dans les anciens marchés d'esclaves; on choisit en premier ceux qui présentent le meilleur aspect physique, garantie de rendement pour l'exploitation.

Au Nordeste, la sécheresse pousse des millions de personnes au désespoir et pour éviter les pillages de trains et de magasins d'alimentation, pillages qui, malgré tout, se produisent, le gouvernement a créé les fronts de travail qui sont de véritables camps de concentration; personne ne peut y entrer sans ordre du commandement militaire; le salaire est de deux cruzeiros par jour, moins d'un demi dollar.

Malgré toutes les censures, les journaux annoncent fréquemment des cas d'épidémies et de morts de faim. L'esclavage pur et simple dans les grandes fermes de Para, du Sud de Maranhao, de Goias, du Mato Grosso est une autre chose dont les journaux parlent fréquemment.

D'un autre côté, les petits et moyens agriculteurs affrontent toutes sortes de difficultés, parce que leurs produits n'atteignent un prix rémunérateur une fois récoltés. Ils tombent ainsi dans les mains des intermédiaires financés par les banques. Tout ceci cause une profonde révolte dans les grandes masses de la ville et de la campagne, révolte qui ne se traduit pas encore en action parce qu'il n'y a pas d'éléments d'agglutination d'orientation; c'est pour cette raison qu'on dit que les conditions subjectives pour la violence révolutionnaire demeurent actuelles dans notre pays.

QUESTION: Pourtant, il va y avoir des élections maintenant ?

R-C'est vrai. Le gouvernement a consenti à réaliser des élections parlementaires, mais il n'existe que deux partis, celui du gouvernement et celui d'une "opposition" permise par lui.

C'est une opposition castrée dont les éléments les plus combattifs ont été mis à l'écart, une "opposition" à sa façon, qui s'encadre dans le régime. Le peuple n'est pas intéressé par les élections; il sait qu'elles ne changeront rien; c'est pour cela que la majorité absolue des forces de gauche recommande l'annulation du vote.

Le boycottage est une arme difficile dans la situation actuelle,

car beaucoup de personnes doivent présenter le document électoral signé pour recevoir leur salaire, mais nous sommes sûrs que le pourcentage de votes nuls constituera un sérieux aversissement pour le gouvernement.

D'un autre côté, l'intérêt populaire pour les élections parlementaires a été relativement réduit dans notre pays, car ni le peuple, ni les parlementaires n'ont eu option pour les charges exécutives; ce fut le dictateur qui indiqua tous les noms et les assemblées provinciales obéirent à son ordre en les élisant.

QUESTION-Mais, cependant, il ne suffit pas qu'existe une situation objectivement révolutionnaire pour qu'il y ait révolution. Nous avons déjà parlé de la baisse du niveau des actions urbaines depuis la mort de Marighella. Qu'avez vous à dire à ce sujet ?

R-C'est absolument certain. La mort de Marighella a constitué un choc profond, mais n'a été rien de plus pour notre organisation, qui n'a pas été seule à supporter les coups. Comme conséquence, le niveau des actions a décru sensiblement; nous-mêmes avons perdu beaucoup de gens depuis la mort du "Noir", ainsi que Marighella était appelé affectueusement par les combattants.

Nous avons aujourd'hui plus de 200 compagnons de première ligne prisonniers et il y a 3 ou 4 milles révolutionnaires prisonniers dans tout le Brésil. Le nombre exact est difficile à savoir car la police n'annonce pas l'emprisonnement ni le "communiqué à la justice"; malgré cela, il est vrai aussi que beaucoup de nouveaux militants apparaissent. D'un autre côté, notre expérience à tous est bien plus grande. Il y a beaucoup de personnes désireuses d'empoigner le fusil qui échappa des mains du Che et le pétoire que Marighella utilisait.

QUESTION-Des manifestes signés par des organisations différentes sont apparus au Brésil. Cela signifie-t-il qu'il existe déjà un front unique entre les forces révolutionnaires?

R-Ces manifestations conjointes reflètent l'esprit unitaire de quelques organisations, VPR, MR Tiradentes, MR-8, ALN. Le manifeste dans lequel nous faisons appel au peuple pour qu'il annule le vote des élections est dans cet esprit, mais nous ne restreignons pas à cela les actions conjointes; l'assaut de la voiture de la "Brinks" fut une action conjointe; même depuis la fin de l'année dernière, nous avons réalisé toute une série d'actions de ce type et s'il n'existe pas encore, formellement, un front unique révolutionnaire, je suis convaincu que nous marchons dans cette direction.

Il existe de petites différences entre ces organisations dans la manière d'envisager certains aspects de la lutte ou de l'organisation, mais ce sont des différences secondaires; nous sommes tous convaincus que le principal est l'unité révolutionnaire, nous ne fermons pas non plus la porte de ce front à aucune organisation. D'ici peu, il sera possible que d'autres organisations se joignent à nous pour réaliser des actions.

Ceci constitue aussi un important facteur de renforcement de la gauche révolutionnaire brésilienne. De l'atomisation en nombreuses organisations, nous passons à un processus d'agglomération qui, certainement, aura d'importants conséquences dans le processus révolutionnaire.

La réaction s'en rend compte et a essayé de montrer que cette union est une preuve de faiblesse, que nous agissons conjointement parce que nous nous trouvons si faibles que nous ne pouvons le faire séparément; peu nous importe ce qui dit la réaction, la vérité est que nous récoltons les fruits très positifs de cette union; beaucoup de personnes désireuses de collaborer avec la révolution se sentent maintenant plus en sûreté.

QUESTION—Cette unité pourra-t-elle s'étendre aussi aux actions dans les campagnes?

R—C'est notre désir et nous savons que c'est aussi le désir des compagnons d'autres organisations. Le camp d'entraînement installé par la VPR, commandé par le compagnon Carlos Lamarca, dans le Vale da Ribeira, par exemple, a reçu des éléments de différentes organisations, mais le travail, dans la campagne est beaucoup plus délicat en ville et, nous croyons que c'est pour cela que c'est possible.

QUESTION—Que pensez-vous de la validité de la guérilla rurale? Bien des gens aujourd'hui croient que la guérilla urbaine doit être la plus importante principalement dans un pays comme le Brésil où près de la moitié de la population est concentrée dans les villes. L'exemple des "Tupamaros" ne constituera-t-il pas une démonstration de la justesse de cette thèse?

R—A notre avis, et je ne peux affirmer que c'est aussi le point de vue des compagnons d'autres organisations avec lesquels nous avons agi conjointement, la lutte principale au Brésil se déroulera dans les campagnes; nous pouvons réaliser de grandes actions dans les villes et créer d'énormes difficultés aux classes dominantes et au gouvernement, mais nous y serons toujours en situation d'infériorité par rapport aux forces armées du gouvernement; dans les campagnes, ce sera différent!

Il n'est pas facile de créer un groupe de guérilleros; nous en avons quelques expériences concrètes; l'an dernier, le Gouvernement a mobilisé près de trois mille hommes des forces

armées (armée, marine, aéronautique, police militaire) pour encercler un groupe de révolutionnaires qui avaient fui du pénitencier Lemos de Brito, dans l'Etat de Guanabara, et qui se trouvaient près d'Angra dos Reis, dans l'Etat de Rio de Janeiro. Ils se réfugièrent dans la forêt et la répression ne réussit à en attraper qu'un seul qui avait eu un accident.

Le camp d'entraînement du Vale da Ribeira représente une leçon identique et beaucoup plus complète et convaincante: avec seulement 7 hommes, car deux avaient été faits prisonniers au commencement de l'encercllement, le compagnon Lamarca a réussi à infliger une dure déroute aux militaires, détachés là avec leur milliers de soldats.

Le bombardement de l'aviation et la terrorisation de la population locale n'ont servi à rien, le groupe de guérilleros se sépara, bougea à volonté et finit par arriver à Sao Paulo dans un camion de l'armée! Et il s'agissait, notez-le bien, d'un groupe qui n'était pas préparé pour une action de guérilla et qui, par suite des conditions de clandestinité dans lesquelles il vivait, ne connaissait pas suffisamment le terrain.

QUESTION—Ceci signifie-t-il que la guérilla peut seulement commencer à la campagne?

R—Non, non, ce n'est pas ainsi. Ce n'est pas aussi facile. Le commencement d'une guérilla est une opération assez délicate. Ses aspects en ont déjà été exhaustivement étudiés pour que nous les répétions.

D'autre part, la dictature est tout à fait convaincue de la validité de la guérilla rurale et a pris ses précautions. Dans la seule zone forestière et la zone de canne à sucre de Pernambouc des centaines d'informateurs des services secrets ont été envoyés avec mission de surveiller de près les activités des travailleurs et de dénoncer la moindre chose suspecte.

Les transferts de terre sont rigoureusement contrôlés par ces mêmes services d'espionnage; c'est pour cela que nous croyons que la première phase de la lutte dans les campagnes doit consister en actions de guérilleros, de petits groupes devront attaquer et brûler les services cartographiques où sont enregistrées les terres possédées par les gros propriétaires, attaquer les magasins et les dépôts de vivres pour les distribuer à la population, tuer du bétail et le distribuer également **ceux qui ont** faim, détenir dans certains cas ou exécuter les nord-américains propriétaires de terres qui ont expulsé les brésiliens de leurs propres terres.

Réaliser des actions contre les autorités les plus réactionnaires, contre les ennemis des travailleurs en général.

C'est ce que nous appelons porter la subversion dans les campagnes; notre but est précisément de changer cet ordre de choses injuste. Ces actions éveilleront la conscience des masses dans

les campagnes; là la réaction ne peut empêcher que de telles actions se divulgent, car la propagande par l'exemple et de bouche à oreille a plus de force dans les campagnes que les radios de la classe dominante.

D'un autre côté, ces actions entraînent les guérilleros à la pratique et elles attirent dans nos rangs d'abord des dizaines puis de centaines et enfin des milliers de paysans.

Le grand guérillero des campagnes est celui qui y est né et y a vécu toute sa vie; de cette phase, nous passerons à la phase de guérilla proprement dite, qui consiste à créer une armée de libération nationale capable d'affronter et de dérouter d'importantes unités des forces dictatoriales; tout ceci devra être conjugué avec l'intensification de la guérilla urbaine pour créer des difficultés à la classe dominante; parallèlement, des commandos de sabotage entreront en action dans tout le pays. Les actions de guérilla rencontrent un climat propice dans les centaines de conflits sociaux qui existent dans l'immense intérieur du Brésil; le déchaînement de la lutte enflamera et réveillera l'initiative révolutionnaire de millions de paysans et en même temps offrira une perspective concrète de sortie révolutionnaire aux masses urbaines.

QUESTION-Ceci signifie-t-il que, selon vous, les paysans constituent la principale force de la révolution brésilienne?

R-Les paysans sont par leurs conditions de vie, leur adaptabilité à la guérilla rurale, une force très importante et numériquement la plus importante. Malgré cela, le prolétariat a un rôle principal: ceux qui ont élaboré la stratégie de notre lutte à partir des intérêts généraux du prolétariat, qui se confondent avec ceux de tout le peuple, ont été les représentants de la conscience de classe du prolétariat.

Il n'importe pas que la grande majorité de la classe ouvrière ait d'immenses difficultés à agir aujourd'hui dans les usines et dans les centres urbains; se sont les intérêts généraux qui déterminent la politique générale des groupes révolutionnaires.

Le prolétariat des grands centres sera aussi appelé à donner son avis quand le processus révolutionnaire sera plus avancé et quand la déroute de la dictature sera à l'ordre du jour. A ce moment, à travers des grèves et des manifestations conjointes avec les étudiants et les masses appauvries des villes, le prolétariat donnera le coup mortel à la réaction.

QUESTION) La victoire électorale d'Allende au Chili ne constitue-t-elle pas un démenti à la thèse que les révolutionnaires ne peuvent arriver au pouvoir que par les armes?

R-Les cercles réformistes brésiliens prétendent tirer une leçon de ce type de victoire électorale d'Allende. Ils oublient

cependant, qu'Allende fut élu dans des circonstances très différentes de celles qui existent au Brésil. Le relatif équilibre des forces dans ce pays a permis au sénateur du Parti Socialiste de se présenter comme candidat avec un programme révolutionnaire: sa victoire fut le résultat de la déception du peuple chilien devant les prétendues réformes de Frei.

Il est certain, pourtant, que la conspiration réactionnaire existe, les cercles réactionnaires brésiliens prient ouvertement pour cette conspiration; nous sommes sûrs, cependant, qu'Allende montera au pouvoir. Pour ceci, il aura l'appui massif du peuple chilien qui saura repousser une tentative similaire à celle de Saint Domingue. Si elle était tentée, Washington verrait se déchaîner une guerre révolutionnaire contre les américains. Par cet acte, ils provoqueraient un incendie d'une telle proportion qu'il consumerait l'ex-gendarme du monde. Ils subiraient aussi une déroute aussi sévère que celle qu'ils subissent au Vietnam.

QUESTION-Le gouvernement brésilien affirme à l'étranger que les informations sur la torture des prisonniers politiques sont fausses. Qu'avez vous à en dire?

R-Le gouvernement brésilien a institué la torture et l'assassinat de prisonniers politiques dans ses centres de répression, le CODI (Centre d'Opérations de Défense Interne) à Guanabara et l'OBAN (Opération Bandeirantes) à Sao Paulo, créés et contrôlés directement par le commandement de l'armée.

Depuis 1964, il y a des tortures terribles qui, à une certaine époque ont déterminé la démission d'un des responsables de la sécurité nationale, un général, justement au moment où son fils fut détenu à Recife; il confirma tout ce qui a été dit. De là jusqu'à maintenant les démentis sont d'autant plus catégoriques que les tortures sont plus violentes.

La liste des révolutionnaires assassinés de sang-froid est déjà énorme. Nous ne rappelons que les noms des derniers: Schael Schreier, étudiant en médecine, assassiné à Guanabara; Virgilio Gomes da Silva, ouvrier, assassiné à Sao Paulo; Mario Alves, journaliste, assassiné à Rio de Janeiro et l'ouvrier Olavo Hansen, pris le 1er. mai, à la fête des travailleurs et également assassiné à Sao Paulo. Tous ces faits sont publics et notoires, particulièrement les assassinats de Schael et de Hansen.

Quant à Virgilio, lorsque récemment le groupe avec lequel il était détenu fut jugé, les juges restèrent surpris: est-il vivant ou mort. Ils furent ensuite obligés de reconnaître qu'il était mort. La femme de Virgilio, Hilda, fut prisonnière neuf mois, puis libérée sans qu'aucun juge n'en ait eu connaissance. On rencontre aussi fréquemment des personnes qui ont été prisonnières et ont subi des tortures inimaginables, puis ont été

libérées. La propre réaction ayant reconnue qu'il ait eu erreur. Le gouvernement par les déclarations du directeur et du ministre de la justice, promet d'enquêter sur ces faits, mais ceci reste toujours lettre morte, car les responsables directs sont les commandants de l'armée et leurs lieutenants.

QUESTION- Les circonstances de la mort de Marighella, divulguées par la police, sont-elles vraies?

R- Pour ce que nous savons, elles correspondent en grande partie à la vérité, mais le fait que Marighella ait eu avec lui un groupe de sécurité est un peu douteux. Il allait toujours seul; ce furent les éléments de la propre police qui, terrorisés par la présence de Marighella, tirèrent dans toutes les directions et tuèrent le policier, blessèrent un délégué et assassinèrent un passant.

QUESTION- Désirez-vous dire autre chose?

R- Que nous sommes profondément reconnaissants pour la solidarité internationale que nous avons reçue de Cuba et de l'Algérie, qui ont donné l'hospitalité aux ex-prisonniers politiques brésiliens sortis de prison en échange à force de séquestres, ainsi à ceux qui ont simplement trouvé asile dans ces pays. Ainsi qu'au peuple de toute l'Amérique Latine et du monde entier dont les protestations obligent le gouvernement brésilien à trouver de constantes explications sur le régime des tortures et des illégalités au Brésil.

D'un autre côté, nous sommes fermement convaincus que notre lutte contre l'impérialisme nord-américain et l'oligarchie est une contribution positive à la cause de tous les peuples du monde: liquider l'impérialisme nord-américain, gendarme du monde et ériger sur la face de la terre un régime de bien-être pour les peuples.

Publié le 29 octobre 1970.

Front Brésilien d'Information
Bulletin n° 16
Novembre 1970.